

**Le très hon. M. Diefenbaker:** J'ignorais que les souliers étaient reliés au maccarthysme.

**L'hon. M. Pickersgill:** Le député de Matapédia-Matane est M. Tremblay.

**L'hon. M. Starr:** Quelles excuses voulez-vous?

**L'hon. M. Pickersgill:** Vous osez le demander?

**M. l'Orateur:** Le ministre des Forêts veut-il poser une question?

**L'hon. M. Sauvé:** Oui, monsieur l'Orateur, je voudrais poser à l'honorable représentant une question en quelque sorte fondamentale. Sauf erreur, il a dit, cet après-midi, que le commissaire de la GRC...

**M. Douglas:** Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Cet après-midi, le premier ministre a expliqué pourquoi il demandait à la Chambre de voter contre l'amendement. Depuis, le temps de l'opposition a été absorbé en grande partie par les rappels au Règlement des ministres et des membres de l'opposition.

**L'hon. M. Starr:** Du gouvernement.

**M. Douglas:** Des questions insignifiantes et hors de propos ont été soulevées, si bien que nous n'avons pas eu la chance...

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**L'hon. M. Greene:** Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège...

**M. l'Orateur:** L'honorable ministre de l'Agriculture conviendra, je pense, que nous devrions permettre au député de Burnaby-Coquitlam de terminer son rappel au Règlement, après quoi j'entendrai ensuite la question de privilège.

**L'hon. M. Greene:** Qu'il s'explique.

**M. Douglas:** Je suis content que le ministre de l'Agriculture reconnaisse qui est en défaut cette fois.

Les membres des divers partis, monsieur l'Orateur, n'ont pas eu la moindre occasion d'exposer leur attitude à la lumière de la déclaration faite par le premier ministre cet après-midi. Si l'on songe au peu de temps qui nous reste, il me semble qu'il ne faudrait pas l'employer à soulever à ce sujet des questions ou des rappels au Règlement.

**L'hon. M. Greene:** Quant à la question de privilège, monsieur l'Orateur, j'estime que le député de Burnaby-Coquitlam n'a pas le droit d'imputer de mobiles à qui que ce soit à la

Chambre. Si nous avons le sentiment que le Règlement doit être observé et si nous voulons faire des rappels au Règlement à cet égard, nous avons parfaitement le droit de le faire sans être obligés d'entendre les insinuations béates de l'honorable représentant.

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

[Français]

L'honorable ministre des Forêts désire-t-il poser une question?

Je dois lui rappeler qu'il ne peut poser une question que si l'honorable chef de l'opposition (M. Diefenbaker) lui permet de la poser comme partie de son discours.

[Traduction]

**L'hon. M. Sauvé:** Le chef de l'opposition me permettrait-il de lui poser une question?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. La parole est au député de Lapointe.

• (5.50 p.m.)

[Français]

**M. Gilles Grégoire (Lapointe):** Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement.

Plusieurs questions ont été posées. Ce débat n'en a plus que pour 25 minutes et nous et le parti qui siège à notre gauche n'avons pas encore eu l'occasion de dire un mot. Que va-t-il se produire si tous les ministres posent des questions? On ne peut plus parler!

**M. l'Orateur:** A l'ordre! Le Règlement stipule que l'honorable chef de l'opposition n'est pas soumis à la limite de temps quand il prononce un discours, et, s'il le désire, il peut accepter comme partie intégrante de son discours les questions qu'on veut lui poser. Je n'ai aucune autorité pour empêcher l'honorable ministre de poser une question, si le chef de l'opposition veut accepter d'y répondre.

**M. Grégoire:** Monsieur l'Orateur, nous sommes saisis d'un ordre visant les subsides, et nous n'avons pas parlé du tout des subsides.

Le gouvernement demande l'autorisation de dépenser de l'argent; on n'en a pas parlé.

Lorsqu'il a été question des prévisions budgétaires, aux mois de janvier et de février, on n'a pas du tout parlé des dépenses du gouvernement; on n'a pas dit comment on dépensait l'argent du peuple. On a parlé de l'affaire Spencer, de l'affaire Munsinger, on est maintenant à parler de l'affaire McLellan. Quand il s'agit de dire de quelle manière on dépense l'argent du peuple, on parle de toutes autres sortes de choses.